



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

politique de la ville

Question au Gouvernement n° 199

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Gilles Carrez.

M. Gilles Carrez. Mes chers collègues, vous reconnaîtrez que, une fois de plus, M. Chevènement n'a pas répondu à la question relative aux immigrés en situation irrégulière. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. A La Seyne, à Roubaix, à Montereau, à Mulhouse,...

M. Jean-Pierre Brard. Au Perreux !

M. Gilles Carrez. ... les quartiers difficiles connaissent à nouveau une flambée de violence inquiétante. L'espoir qu'avait fait naître dans nos banlieues le pacte de relance pour la ville (Rires sur les bancs du groupe socialiste) est en train de disparaître ! (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Pourquoi ? Tout simplement parce que vous avez abandonné la politique de la ville ! (Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République. - «Oh !» sur les bancs du groupe socialiste.) Rappelons, monsieur le Premier ministre, que, lorsque vous avez constitué votre Gouvernement en juin dernier, vous aviez oublié cette politique de la ville et qu'au dernier moment vous l'avez rattachée au ministère tentaculaire, gigantesque de Mme Aubry.

M. Jean-Pierre Brard. Elle a de l'estomac, ne vous en faites pas pour elle !

M. Gilles Carrez. Celle-ci a commencé par critiquer l'action du précédent gouvernement, mais elle n'a rien proposé. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste. - «C'est vrai !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

Ensuite, comme elle n'a pas le temps de s'occuper personnellement des quartiers difficiles (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste), elle a commandé un énième rapport.

M. Albert Facon. La question !

M. Gilles Carrez. Sur le terrain, pendant ce temps, il ne se passe absolument rien, sauf la violence. Les administrations sont toutes démobilisées, les entreprises qui étaient intéressées par les zones franches, découragées. («La question !» sur les bancs du groupe socialiste.)

J'ajoute - et ceci est grave - que les jeunes de ces quartiers sont exclus du plan pour l'emploi des jeunes, puisque M. Allègre lui-même («La question !» sur les mêmes bancs) n'en veut pas à l'éducation nationale parce qu'ils n'ont pas le baccalauréat. («Ca alors !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.) Pourtant, il faudrait une action quotidienne de tous les acteurs, une action ambitieuse pour se battre contre l'exclusion, contre le chômage et contre la violence qui en découle.

Monsieur le Premier ministre, ma question est simple. («Ah !» sur les bancs du groupe socialiste.)

Quand allez-vous reprendre une véritable politique de la ville, comme l'avait fait l'ancien gouvernement ? (Protestations sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.) Quand allez-vous à nouveau vous intéresser aux quartiers difficiles pour que s'y exercent à la fois la solidarité de la nation et la légalité républicaine ? (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste, du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité.

Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité. Monsieur le député, je pense que l'existence des quartiers difficiles dans notre pays, et notamment la désespérance des jeunes qui y vivent valent mieux que ces diatribes et que ces erreurs manifestes, permettez-moi de vous le dire. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

Puis-je vous rappeler, mais peut-être ne le savez-vous pas, que les contrats de ville signés entre l'Etat, les régions et les villes se terminent à la fin de 1998 ? J'ai l'habitude de respecter la continuité de la République. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas remis en cause ces contrats signés par vos gouvernements il y a maintenant quatre ans.

Je vous rappelle, par ailleurs, que le pacte de relance pour la ville a été voté, par la majorité d'alors, il y a maintenant dix-huit mois. Il va donner lieu à un bilan qui doit être présenté au Parlement et que nous préparons pour juin prochain. Là non plus, je n'ai pas l'habitude, quand on annonce des zones franches, quand on annonce à des chefs d'entreprise des exonérations, par exemple, de remettre en cause des engagements de l'Etat en cours de programme. («Heureusement !» sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

Heureusement oui, mais alors, mettez-vous d'accord entre vous et ne posez pas de questions aussi ineptes qu'irréalistes, permettez-moi de vous le dire ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Vives protestations et claquements de pupitre sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

M. le président. Chers collègues, un peu de silence. Vous avez protesté car vous n'avez pas la même conception du réalisme. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

Madame la ministre, poursuivez.

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. Monsieur le président, dois-je rappeler à Mmes et MM. de l'opposition que se réunit aujourd'hui même le Conseil national des villes dans lequel ils sont largement représentés, et à qui j'ai présenté la politique que le Gouvernement entend mener ? Un bilan de quinze ans de politique de la ville, que nous sommes en train de réaliser, donnera lieu à des débats démocratiques dans tout le pays. Donc, si chacun peut se prévaloir d'avoir apporté des améliorations manifestes, on ne peut pas dire que nous sommes sortis de nos problèmes.

M. Pierre Mazeaud. Ca, c'est pour Lille !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. Deuxièmement, le Gouvernement a chargé Jean-Pierre Sueur d'engager une réflexion, en concertation avec des responsables des quartiers et des élus, dont certains sont ces bancs, afin d'annoncer au printemps prochain une nouvelle politique de la ville...

M. Pierre Mazeaud. Ca, c'est pour Lille !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. ... qui recrée des quartiers où la mixité sociale existe, des quartiers sans relégation sociale. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

Puis-je me permettre de vous dire, monsieur le député, que le Conseil national des villes, où vous êtes aussi bien représentés que la majorité actuelle, a, à l'unanimité, considéré que la politique du Gouvernement allait dans le bon sens et qu'il fallait la poursuivre ?

M. Pierre Mazeaud. Adieu la mairie !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. La réalité, là voilà, elle vous gêne, mais c'est tout cela que nous mettons en place, sans faire de grands discours,...

M. Pierre Mazeaud. Adieu la mairie !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. ... en avançant correctement pour refaire de ces quartiers ghettos de vraies villes où des gens aujourd'hui exclus, des jeunes dans la désespérance, retrouvent le travail, les services publics, un logement moins dégradé,...

M. Pierre Mazeaud. Adieu la mairie !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. ... bref, des villes qui méritent enfin leur nom ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe Radical, Citoyen et Vert et du groupe communiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

Données clés

Auteur : [M. Gilles Carrez](#)

Circonscription : Val-de-Marne (5^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 199

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 novembre 1997, page 6251

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 26 novembre 1997